

Appréciation portée sur la conjoncture par les délégués aux relations avec l'économie régionale

Résumé du rapport destiné à la Direction générale de la Banque nationale suisse pour l'examen trimestriel de la situation de septembre 2009

Les délégués de la Banque nationale suisse aux relations avec l'économie régionale sont en contact permanent avec de nombreuses entreprises des divers secteurs et branches de l'économie. Leurs rapports, qui reflètent une appréciation subjective des entreprises, constituent une source supplémentaire d'informations pour porter un jugement sur la situation économique. Les principaux résultats tirés des entretiens sur la situation actuelle et future de l'économie, entretiens qui ont été menés durant les mois de juin à août 2009, sont résumés ci-après.

Résumé

Les quelque 160 représentants de divers secteurs économiques, interrogés en juillet et en août par les délégués aux relations avec l'économie régionale, ont pour la plupart évoqué un ralentissement de la tendance au repli, qui est particulièrement perceptible dans les branches touchées les premières par le cycle économique. Si, dans le même temps, l'appréciation des perspectives s'est améliorée, la situation reste fragile aux dires des représentants des différents secteurs économiques. Les carnets de commandes et la production demeurent parfois très en-deçà du niveau enregistré pour la période correspondante de 2008.

Les différences dans le développement des sociétés exportatrices et de celles axées sur le marché intérieur se sont quelque peu estompées ces derniers mois. L'industrie d'exportation est certes

plus touchée par la crise que les entreprises axées sur le marché intérieur, mais les interlocuteurs sont toujours plus nombreux à évoquer une stabilisation de la demande des pays étrangers et des signes positifs venant notamment d'Asie. A l'inverse, l'économie intérieure, qui s'est longtemps montrée robuste, a ressenti plus fortement les effets de la crise. La construction continue d'être solide, tandis que le climat s'est amélioré dans le secteur bancaire.

Les plaintes concernant les conditions de financement des banques et les cours de change sont restées rares. Il semble que le resserrement des conditions n'a guère été plus marqué que dans une période de déclin conjoncturel, qui pèse sur la production et sur les résultats des entreprises. Les inquiétudes quant à un relèvement des taux d'intérêt l'année prochaine et à une éventuelle revalorisation du franc sont toutefois largement présentes.

1 Production

Industrie

Les interlocuteurs de l'industrie ont émis des avis très différents sur les entrées de commandes. Par rapport aux mois précédents, l'optimisme a nettement regagné du terrain, ce qui laisse penser que les entrées de commandes moyennes pour toutes les entreprises devraient s'être stabilisées. Dans de nombreux cas, les carnets de commandes et la production ont continué à baisser, mais la tendance au repli semble s'être nettement ralentie.

Les différences entre les branches industrielles demeurent toujours aussi importantes. Dans l'industrie des machines, la marche des affaires s'est encore dégradée et les attentes pour l'avenir proche restent négatives. En revanche, la chimie, qui, comme l'industrie des machines, avait été affectée dès le début de la crise, a récemment connu un retournement de tendance. L'alimentation et l'industrie pharmaceutique continuent à se porter bien. Sur le plan géographique, les impulsions positives observées ces derniers mois semblent provenir principalement d'Asie et d'Amérique du Sud, où la demande en matière de projets d'infrastructure reste élevée. Par contre, la demande en provenance des Etats-Unis et d'Europe occidentale est majoritairement considérée comme faible.

La plupart des interlocuteurs sont réservés quant aux perspectives. Il est certes fréquemment question de stabilisation; de nombreux représentants d'entreprises pensent cependant que la reprise ne s'amorcera réellement qu'en 2010 et qu'elle restera modérée. Certains interlocuteurs ont indiqué que les signes positifs émanent principalement de branches bénéficiant indirectement des mesures de soutien adoptées par les gouvernements étrangers. Le risque d'une reprise éphémère est donc élevé. D'autres interlocuteurs estiment pour leur part que de nombreuses entreprises connaîtront des difficultés financières en raison de surcapacités, car l'industrie manufacturière a considérablement augmenté ses capacités au niveau mondial ces dernières années. Ils s'attendent donc à une vague de consolidation et, partant, à d'éventuelles fermetures d'usines et à des regroupements de sites de production. La propension à investir devrait donc demeurer faible à moyen terme.

Services

La situation dans le commerce de détail est certes meilleure que dans l'industrie, mais les effets de la crise s'y font également sentir depuis le printemps. Il a souvent été question du fait que les consommateurs remplacent les articles chers par des produits meilleur marché. Les différences entre les segments demeurent importantes. D'une manière générale, le segment alimentaire se porte mieux que le segment non alimentaire. Dans ce dernier, ce sont surtout les secteurs de l'habillement, de l'ameublement et de l'électronique de divertissement qui ont

enregistré un recul de la demande. Les interlocuteurs du commerce de détail (tout comme ceux des autres domaines axés sur la consommation) pensent majoritairement que le climat de consommation continuera de se dégrader, principalement en raison de la hausse attendue du chômage.

Les interlocuteurs de la restauration et de l'hôtellerie ont émis un avis similaire. Les dépenses par hôte ont sensiblement baissé. Le nombre d'hôtes est également en recul, mais dans la plupart des principales régions touristiques, il se situe encore au niveau enregistré en 2006 ou en 2007, alors considérées comme de bonnes années. Le manque à gagner a été plus important avec les hôtes étrangers qu'avec les hôtes suisses. Certaines entreprises sont toutefois parvenues à compenser la diminution du nombre d'hôtes étrangers par une augmentation du nombre d'hôtes suisses, généralement grâce à des promotions. Elles ont donc subi des pertes de marge correspondantes. La parahôtellerie et les activités liées au trafic journalier en provenance de Suisse et des pays limitrophes ont bien résisté. Comme au trimestre précédent, le tourisme d'affaires ainsi que les congrès et séminaires ont accusé le plus fort recul. Dans ces domaines, les mesures d'économie décidées par les entreprises se font clairement sentir.

Tout comme le tourisme d'affaires, d'autres services proposés aux entreprises ont diminué. Dans la plupart des domaines, la marche des affaires est restée mauvaise, notamment en ce qui concerne le conseil, les études de marché et la publicité. Depuis juillet, la situation s'est néanmoins améliorée dans l'industrie des transports, où les principaux fournisseurs helvétiques ont réduit leurs capacités. De plus, certains fabricants de logiciels ont évoqué une demande robuste et durable de solutions informatiques.

Dans le secteur bancaire, notamment dans la gestion de fortune, le climat s'est amélioré au cours des derniers mois grâce au redressement mondial des marchés financiers. Les résultats des entreprises étaient meilleurs que prévu et la propension au risque des investisseurs semble progresser de nouveau. La résolution des démêlés fiscaux avec les Etats-Unis a également apporté un certain soulagement. De manière générale, la demande d'hypothèques est demeurée élevée, alors que celle de crédits commerciaux a continué d'être affectée par la récession. Malgré une augmentation du volume des crédits, les recettes des opérations d'intérêts sont restées sous pression. Les opérations de commission, elles-mêmes stimulées par le climat positif régnant sur les places boursières, ont généré des recettes plus élevées.

Construction et immobilier

Comme au trimestre précédent, les représentants de la construction ont fait état d'une bonne marche des affaires. Le volume des constructions, corrigé des variations saisonnières, a certes légèrement fléchi, mais les entrées et les carnets de com-

mandes restent satisfaisants. Compte tenu du niveau toujours élevé des commandes, les interlocuteurs tablent sur une forte activité pour le second semestre également.

La construction de logements et le génie civil, notamment, ont contribué à la bonne marche des affaires. Par contre, les constructions commerciales et industrielles reculent, car de nombreux projets ont été gelés ou abandonnés. Les faibles taux hypothécaires et la croissance démographique ont soutenu la construction de logements. De plus, le domaine de la finition a bénéficié des mesures d'économie d'énergie encouragées par l'Etat.

D'une manière générale, la conjoncture dans la construction profite du fait que la récession actuelle n'a pas été précédée d'une surchauffe du marché immobilier, comme cela a trop souvent été le cas par le passé. La plupart des interlocuteurs de l'immobilier estiment que le niveau actuel des prix est approprié et que des corrections (supplémentaires) sont uniquement nécessaires dans l'immobilier commercial et industriel ainsi que pour les logements chers qui ne sont pas situés dans des zones exceptionnelles.

2 Marché du travail

Le marché du travail n'a cessé de se dégrader ces derniers mois. Dans un premier temps, les entreprises avaient réagi à la baisse de la demande en recourant au chômage partiel, en stoppant les embauches et en exploitant les fluctuations naturelles de leurs effectifs, mais les licenciements se sont multipliés au cours des derniers mois.

Les entretiens ont confirmé l'impression qui prévalait au trimestre dernier, à savoir que de nouveaux licenciements sont à prévoir. Le chômage partiel, largement répandu, devrait se muer de plus en plus en chômage. Les entreprises s'efforcent certes de conserver leur main-d'œuvre qualifiée, mais de nombreux interlocuteurs ont fait part d'une pression croissante concernant la suppression de postes supplémentaires. Les simples mesures de réduction des coûts sont épuisées et la nécessité d'accroître l'efficacité augmente.

Les différences entre les branches et entre les entreprises d'une même branche sont toutefois importantes. Plusieurs interlocuteurs ont de nouveau indiqué qu'ils avaient du mal à trouver des spécialistes. De plus, certaines entreprises de l'industrie manufacturière qui avaient introduit le chômage partiel ces dernières semaines produisent de nouveau à plein régime.

3 Conditions de crédit

Comme lors des précédentes séries d'entretiens, les représentants des banques interrogés ont affirmé que l'accès au crédit et les conditions de crédit n'avaient dans leur grande majorité pas changé. La

croissance du volume des crédits a diminué, car la demande a faibli. De plus, les entreprises ont souvent autofinancé leurs projets d'investissement restants.

Les interlocuteurs des autres branches ont, pour l'essentiel, confirmé ce tableau. Presque tous précisent que les conditions de financement sont restées globalement inchangées. Beaucoup s'attendent néanmoins à un prochain durcissement en raison de la dégradation des chiffres repères. On évoque également ici ou là une situation plus difficile pour les gros crédits. Lors d'une série d'entretiens, des craintes ont été exprimées quant à l'évolution future des taux d'intérêt. Plusieurs interlocuteurs s'inquiètent de savoir si les banques centrales pourront résorber à temps et sans encombre les liquidités généreusement mises à la disposition des banques.

4 Prix, marges et situation bénéficiaire

La plupart des interlocuteurs ont constaté que les prix étaient restés relativement stables ou avaient légèrement diminué, même s'il existe de grandes différences entre les branches. La faible demande et la concurrence élevée ont pesé sur les prix de vente. Les conditions monétaires ainsi que les prix des matières premières et les frais de transport contribuent à une certaine détente. Les prix des matières premières et les frais de transport ont certes augmenté ces derniers mois, mais ils restent en-deçà de leur niveau de la période correspondante en 2008.

Les marges se sont réduites en raison des surcapacités, de la forte concurrence et du déplacement de la demande vers des produits meilleur marché. Les surcapacités considérables au niveau mondial dans la plupart des industries manufacturières ont été mentionnées dans certains entretiens. Le taux d'utilisation de ces capacités de production ne devrait augmenter que lentement compte tenu de la croissance attendue. Les perspectives relatives aux résultats et aux marges restent donc moroses.

Plusieurs représentants d'entreprises ont précisé que leur situation bénéficiaire, tout comme celle des fournisseurs et des clients, s'était améliorée. D'une manière générale, ils sont plus attentifs à la gestion des liquidités et au respect des modalités de paiement.

Les cours de change n'ont pratiquement pas fait l'objet de discussions. Les représentants des entreprises exportatrices ont salué les achats de devises annoncés par la BNS en mars afin de lutter contre une nouvelle revalorisation du franc face à l'euro. L'incertitude sur l'évolution des cours a ainsi nettement diminué. Certains interlocuteurs craignent toutefois que le franc ne s'apprécie de nouveau l'année prochaine.